

Saint-Léger-sous-Cholet



Équilibre et qualité de vie

ARRÊTÉ N° 2023 - 32

Portant permission de voirie pour le stationnement d'un camion de déménagement au droit du 20 rue d'Anjou

Le Maire de la Commune de ST LÉGER SOUS CHOLET,

VU L'ordonnance 59.115 du 7 Janvier 1959 relative à la voirie des Collectivités Locales,

VU le décret 64.262 du 14 Mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

VU l'arrêté préfectoral D2.65.219 du 12 Février 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales,

VU la loi modifiée 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213, 1 à 7.

VU la demande en date du 6 mars 2023 déposée par Monsieur Vincent VIEMONT de l'entreprise DEMECO JCS CARRE, rue de la Claie ZI Angers-Beaucouzé 49070 BEAUCOUZÉ, tendant à obtenir l'autorisation de stationner un camion de déménagement de type VUL de 7 mètres de longueur, sur les deux places de stationnement situées devant le 20 rue d'Anjou,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

A compter du 26 avril 2023 et pendant toute l'exécution du déménagement, les conditions permanentes de stationnement sont temporairement modifiées :

- Stationnement d'un camion de déménagement de type VUL de 7 mètres de longueur sur les deux places de stationnement situées devant le 20 rue d'Anjou.
- Le véhicule ne devra pas empiéter sur la route.
- Remblai et réfection réalisés à l'identique.

ARTICLE 2 :

La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre 1 - 4ème partie (signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et livre 1 - 8ème partie (signalisation temporaire) approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 /11/1992. La signalisation de chantier sera mise en place et entretenue par le demandeur.

ARTICLE 3 :

Toutes les mesures nécessaires seront prises pour la sécurité des piétons et des automobilistes pendant la durée d'occupation du domaine public.

ARTICLE 4 :

Le passage des véhicules de secours et de service public ne sera pas entravé.

ARTICLE 5 :

Les manœuvres seront effectuées en toute sécurité et, le trottoir et la chaussée resteront toujours propres.

ARTICLE 6 :

Les riverains seront prévenus par l'entreprise des perturbations de circulation et de stationnement occasionnées.

ARTICLE 7 :

En cas de dégradation de la chaussée et du trottoir, ils seront remis en état par le demandeur.

ARTICLE 8 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de St Léger sous Cholet.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de la publication de cette décision.

ARTICLE 11 :

- M. le Directeur Général des Services de la Mairie,
 - M. Vincent VIEMONT de l'entreprise DEMECO JCS CARRE - BEAUCOUZÉ,
 - M. le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de Sèvremoine,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A ST LÉGER SOUS CHOLET, le 15 mars 2023
Le Maire, Jean-Paul OLIVARES

Publié et/ou notifié
Le 15 mars 2023

